

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

GASTON CADOUX

La statistique et la paix en Orient

Journal de la société statistique de Paris, tome 55 (1914), p. 333-338

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1914__55_333_0

© Société de statistique de Paris, 1914, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

LA STATISTIQUE ET LA PAIX EN ORIENT

J'ai toujours pensé que la statistique devrait être, entre les mains des diplomates et des parlementaires dignes de la qualification d'hommes d'État, un instrument efficace. Elle leur permettrait de se mieux rendre compte de la valeur réelle des intérêts, nationaux ou internationaux, dont ils ont la charge; de peser et de mesurer ce qu'il y a de légitime dans les compétitions économiques qu'ils doivent arbitrer, et qui, de plus en plus, dominent les manifestations de la politique; de déterminer avec plus de précision les droits des

minorités, au moyen de constatations et de dénombrements suffisants, réalisés à l'aide des méthodes statistiques les mieux éprouvées.

Au risque d'être taxé d'optimisme, je crois donc que la statistique aidera à faire vivre, sinon en parfaite harmonie, tout au moins sans hostilités irréductibles, côte à côte, les principales races humaines, celles qui sont parvenues à un certain degré de civilisation.

En 1910 j'avais été très impressionné de voir qu'un éminent conducteur d'hommes, le général Sir Jan Hamilton, après avoir tout d'abord étudié de près — et prédit — les effets de l'évolution merveilleuse du Japon, après avoir ensuite observé sur place le réveil de la Chine, redoutait à l'égal d'une calamité publique, pour les travailleurs de race blanche, les effets probables de l'incroyable capacité de production intelligente d'immenses foules asiatiques. Et en 1911, à la session de l'Institut international de Statistique de La Haye, j'adjurais les économistes et les sociologues de poursuivre la recherche des solutions susceptibles d'harmoniser, dans les diverses parties du monde, la production et la consommation, en basant leurs études sur la statistique comparative des salaires.

Je n'ai guère d'illusions sur la mentalité actuelle de la généralité des dirigeants, qu'ils soient de race jaune ou blanche. Je reconnais, d'ailleurs, qu'ils ne disposent souvent que d'illusoire moyens d'action; mais je ne peux croire qu'ils resteront toujours incapables d'équilibrer, dans une certaine mesure, les ressources et les besoins des diverses sociétés humaines, alors que l'instinct des insectes, vivant en groupes aussi nombreux, leur permet de résoudre le même problème, bien qu'ils dépendent, bien plus que l'homme, des circonstances climatiques et des lois naturelles.

J'espère toujours que la nécessité des échanges, que la connaissance plus exacte des ressources mondiales, due aux progrès de la statistique, nous permettront de discipliner l'activité générale au lieu de subir périodiquement les misères des crises. J'espère surtout que nous éviterons à nos petits-fils les atroces conflits armés qui peuvent surgir de l'impérieuse nécessité, pour certains peuples, d'écouler l'excès de leur population et de leurs produits, conflits dont on nie plutôt le péril immédiat que l'effroyable possibilité. Ne serait-il pas humiliant pour la civilisation de ne pouvoir s'en garder?

Chaque fois que j'en ai eu l'occasion, j'ai proclamé ma foi dans la loyauté des moyens de gouvernement; j'ai affirmé que la politique, entendue comme l'art de régir honnêtement les intérêts des divers groupes humains, devrait tirer ses meilleurs arguments, pour son œuvre d'ordre et de paix, des dénombrements sincères et des comparaisons chiffrées de la statistique. Mais cette foi, je ne la croyais partagée que par de rares économistes doublés de statisticiens convaincus.

Et voilà que, pour rétablir la paix en Orient — non une paix précaire, imposée par les décisions arbitraires de tel ou tel groupe d'alliances, mais une paix durable, fondée sur un libre consentement des populations directement en cause — l'un des hommes les mieux renseignés sur les données ethniques, historiques, religieuses et économiques de cet épineux problème, invoquant la statistique, veut opposer ses impartiales constatations au déchaînement des convoitises! Cet homme supplie pathétiquement les premiers ministres des

nations intéressées pour qu'ils chargent d'honnêtes statisticiens de dénombrer et de classer les éléments principaux des divers intérêts en présence, de démêler les races et de préparer ainsi une fédération de populations bientôt pacifiées parce qu'elles ne seront plus opprimées (1).

Cette solution n'est pas celle d'un philosophe apercevant les événements du haut de sa tour d'ivoire. Elle est préconisée par un des spectateurs ayant su le mieux étudier le jeu des influences politiques, des aspirations de races qui ont animé la révolution turque et la lutte des Balkans, par un observateur si sagace qu'il a pu prédire la plupart des événements qui ont stupéfié l'Europe.

C'est de cet appel à la statistique, invoquée comme instrument irrécusable de justice supérieure par ce témoin averti, que j'ai voulu parler ce soir à la Société de Statistique de Paris.

Cet appel émouvant au monde civilisé émane d'un Grec, M. Georg Ghikas.

Comment M. Georg Ghikas a-t-il posé le problème?

Il m'a envoyé, en même temps que de longues et intéressantes lettres, diverses brochures : « *L'ambassadeur de Novikow. Le Panslavisme et la question d'Orient. Appel au monde civilisé. Le Problème oriental.* » Cette dernière est la plus récemment publiée; elle date de 1913, et elle contient, comme une sorte de résumé de l'effort accompli par son auteur, les termes de la proposition qui nous occupe (p. 31 et 32) :

« ... La seule bonne solution de la question orientale, qui peut écarter tous les dangers et devenir un bienfait pour tout le monde, c'est premièrement la juste distribution des provinces européennes actuelles entre leurs héritiers légitimes, les Grecs, les Albanais, les Serbes et les Bulgares, et deuxièmement la transformation du reste de la Turquie en un État constitutionnel comme l'Autriche. Les deux buts peuvent sûrement être atteints par l'établissement des vraies forces nationales de la simple manière suivante :

« Il faut nommer une commission internationale de représentants de toutes les grandes puissances et de toutes les nationalités de la Turquie actuelle et de ce qui lui reste, qui visitera tous les pays en question et invitera tous les habitants à paraître devant elle et à lui faire connaître leur vraie nationalité et leur vraie religion sous la pleine garantie de leur sécurité et sans subir la moindre influence. De cette manière simple sera constaté officiellement le vrai nombre, précis et irréfutable, et la religion de chaque nationalité, ce qui amènera la cessation d'autres affirmations fausses et des fatales luttes des races qui en résultent. Il faut ensuite, d'après cette constatation, distribuer toutes les provinces européennes actuelles de la Turquie entre les Grecs, les Albanais, les Serbes et les Bulgares et il faut que tous les districts dont la majorité se déclareront partisans de l'albanisme, forment l'Albanie indépendante, mais que tous les districts où la majorité se déclareront Grecs, Serbes et Bulgares, reviennent à la Grèce, à la Serbie et à la Bulgarie, sous la condition expresse que ces États ne doivent faire nul tort au caractère national de la minorité. C'est ainsi que chaque nationalité reçoit son droit plein et entier, par quelle

(1) L'enquête sur les deux guerres des Balkans, faite par les délégués de la fondation Carnegie, semble prouver que les atrocités dont les divers groupes armés se sont rendus coupables ont eu pour mobile les vengeances contre les oppressions anciennes ou récentes.

circonstance toutes les autres dissensions doivent disparaître et en même temps la base d'une confédération orientale prospère est garantie.

« Le maintien du reste de la Turquie est nécessaire pour l'intérêt général, car autrement la guerre paneuropéenne serait inévitable à cause de la haute importance stratégique, politique et commerciale de certaines positions entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Mais ce maintien exige la garantie et l'observation exacte de la véritable égalité politique, ce qui nécessite de nouveau la constatation irréfutable des vraies forces nationales de la Turquie, parce que les altérations de la vérité et les chocs funestes dans la Turquie asiatique sont encore plus grands que dans la Turquie européenne... »

Cette solution idéale, M. Ghikas l'a défendue dans plusieurs conférences publiques à Vienne et dans deux lettres ouvertes adressées aux chefs des ministères des nations plus spécialement intéressées.

Quel est l'homme qui envisage ainsi la solution du problème politique, religieux et économique peut-être le plus compliqué que les hommes d'État aient eu à résoudre, par un arrangement international équitable basé sur des constatations statistiques?

C'est un ancien berger grec, né dans un village du Péloponèse. Orphelin à l'âge de sept ans, il a gardé les moutons jusqu'à onze ans sur la côte orientale de l'isthme de Corinthe. La vue d'un navire de guerre anglais et des brillants officiers qui le montaient enflamma son imagination, et, dit-il, « je pris la résolution de connaître, coûte que coûte, les pays lointains d'où venaient ces êtres fabuleux ». Il entra au service d'un député de Corinthe et, à seize ans, à celui du ministre russe à Athènes, Eugène de Novikow, qui devint par la suite ambassadeur à Vienne et à Constantinople.

Les services qu'il rendit à ce diplomate, tout en s'intruisant, lui valurent sa confiance et lui permirent de se mettre au courant des divers aspects de la question d'Orient. Quand l'ambassadeur quitta Vienne, il facilita l'établissement, comme négociant viennois, de l'ancien berger corinthien devenu le confident de ses pensées. Le commerce l'intéressa moins que les luttes des diverses nationalités, et ses études personnelles en ont fait, disait le correspondant du *Temps* à Vienne, un des hommes les plus avertis en matière de problèmes balkaniques et orientaux. Cette compétence ressort, écrivait ce journaliste, le 14 mars dernier, de l'exactitude des prophéties par lesquelles il a annoncé successivement, en des conférences faites à Vienne en 1910, 1911 et 1912, et aussitôt publiées en brochures, les résultats désastreux, pour la Turquie, du régime Jeune-Turc, le démembrement de l'Empire ottoman, la conclusion et la rupture ultérieure de la ligue balkanique, l'alliance de la Grèce et de la Serbie avec la Roumanie contre la Bulgarie, bref tous les événements qui ont marqué en Orient les deux dernières années, si fécondes en surprises pour les gouvernements et les peuples de l'Europe.

Sans prendre à mon compte toutes les opinions de M. Ghikas, ni surtout les préventions qu'il nourrit contre certaines nationalités, je crois qu'il est intéressant de signaler les efforts d'un observateur, certainement sagace et fort averti, tel que lui.

Les tentatives d'enquêtes ethniques, plus ou moins sincères, faites, pour recenser les éléments grecs, par les commissions internationales de délimi-

tation en Orient, ne sont guère encourageantes. Si un recensement général, entrepris au double point de vue ethnique et religieux, devait être réalisé, il serait indispensable de l'entourer de sérieuses garanties, d'en préparer très attentivement l'exécution, d'en surveiller l'accomplissement avec soin. On doit prévoir que, même organisée avec le plus grand souci d'impartialité, poursuivie de bonne foi sous la surveillance attentive de représentants officiels de tous les peuples intéressés et des grandes puissances de l'Europe, une opération, portant sur une superficie de 525.000 à 527.000 kilomètres carrés et sur un ensemble d'environ 24 millions d'habitants, suscitera des discussions et des réclamations passionnées. Si, adoptant l'opinion de M. Ghikas, au lieu de borner cette opération à l'ancienne Turquie d'Europe, il fallait l'étendre à la partie asiatique de l'Empire ottoman, ces difficultés seraient encore plus grandes.

A première vue, les conceptions de M. Georg Ghikas seront sans doute tenues comme absolument chimériques par la plupart des gens. Ceux qui liront ses brochures, tout en accordant à l'ancien berger corinthien une connaissance réelle et étendue des multiples problèmes de la question d'Orient, seront tentés de tenir son appel à des données démographiques, religieuses, voire économiques, pour pacifier les Balkans et organiser l'Asie Mineure, comme véritablement puéril.

En se plaçant au point de vue philosophique, n'est-il pas néanmoins très impressionnant de constater que la conception de cet autodidacte coïncide avec les vues de penseurs, de savants, d'esprits fort positifs, qui considèrent que les progrès des sciences seront dorénavant obtenus surtout par les conquêtes à réaliser dans les moyens de comptage et de mensuration exacte des phénomènes et des faits observés?

Dans son discours, si documenté, d'inauguration de sa présidence, M. Huber nous a montré comment les méthodes nouvelles perfectionnant les relevés statistiques ont concouru aux progrès des sciences naturelles, à la rénovation de notre conception de la matière.

Un autre de nos collègues, M. Émile Borel, éminent mathématicien, dans un avis fourni à l'enquête ouverte par un journal sur l'avenir de la science, a déclaré que c'est l'amélioration des méthodes statistiques qui exercerait une influence capitale sur cet avenir.

Enfin, tout récemment, un écrivain tout à fait original, et dont les idées philosophiques et scientifiques, par une fortune assez rare, sont remarquées aussi bien en France qu'à l'étranger, M. le Dr Gustave Lebon, a publié un livre, *La Vie des Vérités*, qui tend, au fond, vers la même affirmation. Cet auteur est d'avis que la science n'a pu progresser qu'à partir du moment où les phénomènes ont été traduits par des relations numériques dégagées de toute appréciation personnelle; il considère que la science expérimentale est entièrement basée sur des mesures. Presque tous, nous admettons à présent quelques-unes des grandes lois scientifiques, non plus comme des vérités absolues, mais simplement comme des sortes de vérités moyennes, circonscrivant le champ de l'erreur et déduites, cependant, d'une série de constatations généralement imprécises. Suffisantes dans la pratique, ces lois s'acheminent vers une certitude de plus en plus rigoureuse grâce aux perfectionnements des méthodes

d'observation et des moyens de mesure; c'est-à-dire, dans la plupart des cas, grâce aux progrès techniques de la statistique.

Est-il excessif de transporter cette notion de l'avancement des sciences naturelles aux sciences morales et politiques?

Si l'on tient cette transposition pour acceptable, la conception de M. Ghikas ne reste pas aussi chimérique qu'elle apparaît. Il s'agit, évidemment, d'une vue d'avenir, bien qu'il soit possible que la force des choses amène à recourir à sa solution idéale plus tôt qu'on ne peut actuellement l'espérer, par le détour de constatations statistiques de la puissance économique et de la force contributive des nouveaux états.

Quoi qu'il en soit, si, comme je le crois, l'avancement des sciences reste lié aux progrès de la technique des observations précises, à ceux des méthodes de la statistique, il est permis de se demander pourquoi les sciences morales et politiques ne bénéficieraient pas, elles aussi, des perfectionnements de la statistique et de l'autorité, accrue et plus généralement acceptée, de ses constatations essentiellement impartiales?

Gaston CADOUX.